

NAF

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 11 NOV.
AU 24 NOV. 1976

6e ANNÉE

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

N° 235 3,50 F

*un autre communisme ?
page 12*

informatique :

l'abandon



repères

Communistes et gauchistes occupent une large place dans ce numéro. Les premiers parce qu'ils évoluent, les seconds parce qu'ils font leur bilan, huit ans après mai 1968. D'où le livre de Jean-François Bizot sur les *Déclassés* (rubrique Lire) et celui d'Hélène Bleskine qui nous raconte sa *Dérive gauche* (l'article de Pierre Le Cohu en rubrique Lettres). D'où, aussi, les interrogations des militants gauchistes sur leur possibilité d'insertion dans la lutte entre la droite et la gauche établies (*la Presse au crible*).

Pour les communistes aussi c'est le temps du regard en arrière et de la mutation. Pierre Daix raconte son itinéraire et son désenchantement dans *J'ai cru au matin* (l'article de Gérard Leclerc) et le Parti communiste exige la libération des détenus politiques soviétiques. Comme les temps ont changé, vingt ans après Budapest ! (L'éditorial de Bertrand Renouvin). Mais il faut bien se transformer pour ne pas mourir : ce que le P.C. semble avoir compris, l'U.R.S.S. se refuse à l'admettre, ce qui pourrait un jour provoquer sa « chute finale » (l'article de Jean-Pierre Lebel sur le livre d'Emmanuel Todd en rubrique Lire).

En contrepoint, le « vieux monde » capitaliste, plus dynamique, connaît aussi ses contradictions et ses mutations. En Amérique, la lutte des deux candidats à la Maison Blanche (notre article en *Chemins du monde*) n'entrave pas le développement des multinationales qui inventent de nouvelles stratégies pour conquérir l'Europe (notre entretien avec Jean-Michel Quatrepoint en pages centrales). En France, des groupes politiques et financiers se livrent un combat farouche sans que cela puisse transformer notre société. Or, comme l'explique Pierre Chaunu (rubrique Histoire), c'est de la réaction passiste et du conservatisme borné que naissent les révolutions.

Il en faudrait de bien radicales aujourd'hui.



Édité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs
Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 25 F
Abonnement six mois : 45 F
Abonnement un an : 80 F
Abonnement de soutien : 150 F
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT
Les illustrations et photos illustrant ce
numéro ont été fournies par le groupe
audio-visuel et sont la propriété de la
N.A.F.
Imprimé en France
diffusion N.M.P.P.

nafr 235 - page 2

la presse au crible à quoi sert le gauchisme ?

Le gauchisme. Il a cessé, depuis quelques années, de faire peur aux bourgeois. Et les livres qui paraissent ces temps-ci — de Jean-François Bizot à Hélène Bleskine — disent bien l'ampleur de la désillusion de toute une génération.

C'est vrai : écrasé entre la droite et la gauche établies, trop souvent confondu avec une extrême gauche trotskyste étrangère à l'esprit de Mai, réduit au silence ou ayant choisi de se taire, on peut se demander aujourd'hui « à quoi sert le gauchisme ? ». Telle est la question que POLITIQUE HEBDO a posée à un certain nombre d'hommes de gauche et de révolutionnaires. Leurs réponses, étalées sur trois numéros (240, 241, 242), traduisent bien les incertitudes des gauchistes. Ce qui ne les empêche pas de souligner la contribution positive du gauchisme.

bilan

Comme le rappelle Christian Pierre, Le gauchisme — ou son renouveau en France dans les années 65-75 — est le produit d'un échec et d'une mutation : échec à la fois du stalinisme et de la social-démocratie...

Le gauchisme puise aussi une grande part de sa sève dans les mutations du capitalisme d'aujourd'hui, mutations qu'il a su déceler avant beaucoup d'autres, qu'il a analysées, et dont il a réussi à faire des leviers au profit de son implantation et de son audience. (...) Toutes ces transformations profondes, dues aux lois internes du système et qui constituent des faits de civilisation, ont donné au gauchisme l'occasion de créer de nouveaux terrains de lutte, d'étendre le champ du politique et d'y trouver — bien que modestement en fin de compte — une certaine implantation. Aux mutations profondes de notre système social, répondent, de la part des mouvements gauchistes, une grande souplesse, une capacité inventive et une présence militante certaine sur de nombreux terrains nouveaux.

En effet, le gauchisme a permis un changement de terrain, un approfondissement des luttes, la prise en compte de nouveaux problèmes. Mais, faute d'aboutir à sa conclusion révolutionnaire, c'est tout cet effort de la pensée et de l'action qui a été récupéré par les partis politiques classiques. C'est ce que montre Jean-Marie Vincent :

On serait tenté de dire, au vu de la situation actuelle, que le gau-

chisme ne sert pas à grand chose, si ce n'est à donner des idées ou des impulsions nouvelles aux grandes organisations réformatrices. Le Parti socialiste prétend maintenant changer la vie, comme s'il se faisait l'écho des militants de Vive la Révolution (V.L.R.) du début des années soixante-dix, et comme si, avec quelque démagogie, il se faisait également le héraut de l'autogestion dans le prolongement direct de certains thèmes de mai-juin 1968. Le Parti communiste, de son côté, lutte contre les expulsions dans les grandes villes et prend en charge les revendications sur le cadre de vie et sur les transports urbains formulées. Il y a quelques années, par le P.S.U. et Lutte ouvrière. Peut-on douter par ailleurs que les professions de foi démocratiques et anti-autoritaires dont sont maintenant prodigues les grandes organisations de gauche, reflètent d'une façon ou d'une autre la révolte anti-hiérarchique exprimée par la majeure partie des « gauchistes » depuis dix ans.

Et Patrick Viveret (rédacteur en chef de la revue Faire), d'ajouter :

Comme par ailleurs, l'extrême-gauche a plutôt régressé globalement en termes de rapport de forces institutionnelles par rapport à la gauche, on assiste aujourd'hui, à cette évolution quelque peu cocasse, huit ans après 68, d'une extrême-gauche dont, pour l'essentiel, la stratégie politique est fondée sur l'attente d'une éventuelle victoire législative de la gauche pour enfin reprendre un rôle politique important au sein du mouvement ouvrier.

échecs

C'est que, reprend Christian Pierre,

Le gauchisme, presque par nature, se révèle incapable de poser correctement le problème politique central — le seul qui soit totalement politique — de l'insertion de la lutte et de la théorie dans une stratégie de masse. L'action des gauchistes est souvent plus témoignage que lutte politique, si on donne à ce dernier mot le sens d'une intervention qui place en premier plan le changement de pouvoir, y compris à son point le plus décisif : le pouvoir d'Etat central. La confusion principale du gauchisme est de croire qu'on peut investir la société capitaliste en additionnant des luttes exemplaires (cf. le slogan des « 100 LIP » de

l'automne 1973) sans passer par la prise et la transformation radicale du pouvoir d'Etat. ...

Un gauchisme utile ? Oui, pour être un aiguillon lorsque la gauche s'endort ; oui, pour remuer les horizons théoriques assoupis ; oui, pour renouveler les formes et les terrains de lutte ; non, pour assurer une véritable transition au socialisme avec les masses et une stratégie sérieuse.

que faire ?

Alors que faire ? François Chatelet propose aux gauchistes d'aller plus loin et de réfléchir aux conditions matérielles et idéales d'une mise en question foncière de l'Etat — de tout Etat. Ce serait (ce devrait être) une nouvelle phase.

Tandis que Claude Bourdet estime que, dans la gauche traditionnelle comme chez les gauchistes, un peu moins d'autosatisfaction et de manichéisme permettrait d'établir peu à peu les fondements d'une certaine coexistence ; ce serait le meilleur moyen de modifier, ici, un extrémisme souvent purement réactionnel, et là, une prudence soupçonneuse souvent faite d'incompréhension. Il me semble qu'une évolution de cet ordre commence à se dessiner en Italie ; je voudrais bien en voir les premiers signes en France.

C'est peut-être la voie de la sagesse. Mais aussi la « fin finale » du gauchisme. Car que serait-il sans sa révolte, ses imprécations, ses outrances mêmes ? Dans un monde où l'on entend que ce qui est hurlé, on a besoin de ce gauchisme parfois excessif pour secouer la société « libérale », pour déranger les routines des appareils politiques, pour imaginer autre chose que des slogans électoraux.

Le dialogue poli marquerait sa mort. Déjà, aujourd'hui, il faut tendre l'oreille pour recueillir ce qu'il dit. Mais qui sait si les gauchistes, ou les ex-gauchistes, ne nous préparent pas, dans le silence, de nouveaux printemps ?

Au fait, on n'a pas vu, dans cette enquête de Politique Hebdo, les signatures de Lardreau et de Jambet, de Glucksmann et de Geismar. Ils n'ont peut-être rien à dire, ayant trop à penser...

Jacques BLANGY.

le règlement de comptes

L'élégant dandy qui fait semblant de présider la République aurait voulu placer la démocratie française sous le signe de Gavroche et de Marianne. Sardanapale et le sérail d'une cour asiatique auraient mieux convenu, à voir comment « l'affaire Dassault » est jetée en travers des jambes de Chirac — le leader de rechange de la droite.

De quoi s'agit-il ? Un personnage secondaire, homme de confiance de Dassault, Hervé de Vathaire, la tête tournée par la réussite, se met à vivre sur le pied de dix millions par mois alors qu'il en gagne deux. Il finit par être « tenu » et manœuvré par ces milieux troubles d'une certaine extrême-droite où le giscardisme recrute actuellement ses hommes de main. Il se fait ainsi piéger, par Jean Kay interposé, dans une sombre histoire d'extorsion de fonds et de chantage, et maintenant tout se passe comme si « on » l'avait incité à soulager sa conscience en « chargeant » son ancien patron Marcel Dassault, en échange de l'indulgence des juges.

DES ASTUCES LEGALES

Ceci est d'autant plus facile que le groupe Dassault, comme toute société de cette taille, multiplie les astuces légales pour alléger sa charge fiscale. C'est ainsi que, entre autre, la société des avions Marcel Dassault sous-évalue systématiquement ses actifs, et que la location de la superbe villa où vit le père des « Mirages » et des « Mystères » passe dans les frais généraux de Dassault International. De même, Marcel Dassault fait éponger les bénéfices de certaines de ses sociétés par les pertes des autres, afin d'avoir le moins d'impôts possible à payer au fisc. Mais il faut noter que ce genre d'opérations a été légalisé par la loi... Giscard de 1965 ! C'est peut-être là que se trouve le vrai scandale !

Et Chirac dans tout cela ? Eh bien, il faut savoir d'abord que le père de l'ancien Premier ministre était, sous la III^e République, le banquier — et l'ami — de Marcel Bloch qui ne s'appelait pas encore Dassault. Les débuts de la carrière chiraquienne en 1962 ont été favorisés par le député Marcel Dassault qui, lui-même, est très lié avec son collègue du département de l'Oise, Robert Hersant.

Or Chirac compte sur ce gloton de presse pour concentrer

(il fait de même chez lui) les quotidiens parisiens au profit de l'U.D.R. Enfin Dassault, et ce n'est un secret pour personne, est un des mécènes de ce parti. Bref, la clique élyséenne, incapable de gouverner, mais désireuse de garder pour elle les délices du pouvoir, a cherché à créer une diversion en tentant de couler Chirac par les mêmes procédés sordides qui eurent raison de Chaban-Delmas en 1972. Ce règlement de comptes est un signe supplémentaire de la décomposition de l'Etat et de l'échec de la tentative gaullienne de restauration du politique.

NATIONALISER, ET APRES ?

Ceci a été aussi l'occasion, pour la gauche, de démontrer sa pauvreté de pensée. Elle a monté, elle aussi, en épingle l'affaire Dassault (ce qui est de bonne guerre), mais elle n'a proposé qu'une seule solution : la nationalisation.

Or, en l'occurrence, cette nationalisation serait un emplâtre sur une jambe de bois. Marcel Dassault perd de l'argent sur ses avions. Sa fortune provient de ses opérations en bourse et de ses entreprises immobilières. La Générale Immobilière Marcel Dassault, pièce maîtresse du système, est de plus propriétaire des licences sur la fabrication des avions. En cas de nationalisation, Dassault, outre une indemnité copieuse, continuerait donc à toucher les droits de licence. Lui-même d'ailleurs ne repousse pas cette solution, à la condition de pouvoir rester le « conseiller technique » de son entreprise, car l'aéronautique est sa seule passion.

La nationalisation n'est donc pas une panacée. Ajoutons à cela que le haut management d'un groupe nationalisé se conduit souvent comme une féodalité financière pire que les féodalités privées. C'est la Caisse des Dépôts et Consignations (dont Michel Fontaurelle parlera prochainement dans ces colonnes) qui est la première spéculatrice

immobilière de France, suivie d'assez près d'ailleurs par la S.N.C.F.

Dans une société industrielle complexe comme la nôtre, la question de la propriété nominale du capital est secondaire. L'important est de savoir qui exerce le pouvoir et, surtout, qui peut contrôler le pouvoir.

CONTROLLER LE « MANAGEMENT »

Car, ne nous leurrions pas, un groupe industriel et bancaire de grande taille aura toujours besoin d'une techno-structure pour le diriger. Ceci n'est pas scandaleux à deux conditions.

D'abord que les employés de ce groupe soient, chacun à leur niveau, associés à sa gestion et même qu'ils aient assez de pouvoir pour éliminer éventuellement les parasites multiples qui, trop souvent, alourdissent les staffs de ces groupes.

Mais cette première condition ne suffit pas, des cadres voire des ouvriers d'un groupe peuvent très bien adopter la logique capitaliste de l'entreprise, dans ce qu'elle a de pire, comme dans ce qu'elle a de meilleur. On peut très bien concevoir une usine « autogérée », dans laquelle les syndicats pousseraient à la fabrication de produits socialement nuisibles, et au matraquage publicitaire des clients.

Il est donc indispensable de prévoir des contrôles externes pour concilier les finalités de l'entreprise avec le bien commun. Ce peut être en partie l'Etat mais aussi les Ins-

titutions régionales. La collaboration entre l'Etat et la région sera même indispensable : l'Etat seul voit les problèmes de trop loin et de trop haut pour maîtriser l'action de groupes géants, la région seule ne peut que limiter localement les effets nocifs de la politique d'un groupe.

Si les deux niveaux de contrôle interviennent, le capitalisme sauvage sera peut-être maîtrisé. Ajoutons-y l'action parallèle et indispensable des groupes du type « association de consommateurs ».

Une telle révolution ne peut être réalisée que sous l'impulsion d'un pouvoir ayant une légitimité historique profonde. Mais la façon désolante dont, six ans après la mort du général, est dilapidé l'héritage gaullien, indique clairement que cette légitimité sera dynastique ou ne sera pas.

Mais la gauche préfère parler de nationalisation (entendue au sens d'étatisation). En effet, ce procédé facile évite de remettre en question une société de bureaucratie et de profit dans laquelle Mitterrand, ses technocrates (n'est-ce pas Rocard) et ses banquiers (n'est-ce pas Uri) se sentent à l'aise. En outre, peut-on concevoir un président socialiste, élu d'une coalition fragile, se risquer à une transformation qui ferait grincer bien des dents ? Le « mur d'argent » et la fuite des capitaux en auraient vite raison.

Paul MAISONBLANCHE.



carter : triste victoire

Grâce au dégel tardif de nombreux abstentionnistes, Jimmy Carter, malgré une chute vertigineuse par rapport aux premiers sondages de la campagne électorale, devient Président des Etats-Unis. Mais le grand vaincu du scrutin est d'avantage le système politique américain lui-même que Gerald Ford.

Jamais campagne électorale américaine n'aura été plus consternante de médiocrité. La « grande démocratie américaine » tant vantée par les politologues façon Raymond Aron ou Maurice Duverger vient d'offrir le spectacle d'un duel entre deux ilotes. D'un côté, Gerald Ford, le président sortant : les évictions successives du vice-président Agnew et de Richard Nixon à la suite du Watergate, ont amené cet obscur politicien à la Maison Blanche.

Du moins, fait-il la fortune des chansonniers et des caricaturistes américains. Imaginez un Hector Roland dont la mère aurait eu des faiblesses pour un bovidé et vous aurez une certaine idée de ce qu'est le successeur de Nixon. Ses maladresses de geste sont bien connues, et il faut le rattraper au vol lorsqu'il descend d'un avion. Ses pataquès sont innénarrables : au cours de la campagne électorale, il a, à plusieurs reprises, exprimé la satisfaction de se trouver dans telle ville du Texas, alors qu'il s'agissait de deux cités situées hors du Texas ! Et l'on se souvient du grand éclat de rire public de Gerald Ford au moment de la chute du Sud-Viet-Nam.

LE BOVIDE...

Les deux années de gestion fordiste (ne parlons pas de gouvernement) se sont traduites par un refus de toute mesure audacieuse. Gerald Ford a laissé agir le funambule Kissinger sur le plan extérieur et n'a rien tenté de sérieux pour lutter contre la crise économique. Il est vrai que la position dominante des Etats-Unis sur l'économie mondiale et les habiles jongleries de Kissinger avec le prix du pétrole, jointes à la dévaluation du dollar, ont permis une reprise économique de l'Amérique. Effectuée sur le dos des autres nations comme d'habitude.

Quant à la crise morale traver-

sée par les Etats-Unis, Gerald Ford est bien en peine de la comprendre, et a fortiori de la résoudre. Ce d'autant plus, que son parti, le parti républicain, est en décadence totale. Seize pour cent des sondés seulement osent se déclarer républicains. Phénomène qui d'ailleurs n'est pas nouveau : si depuis 1944, les Etats-Unis ont connu seize ans de présidence républicaine, c'est uniquement parce que de nombreux indépendants et « sans parti » ont assuré en 1952, 1956, 1968 et 1972, le succès d'Eisenhower et de Richard Nixon. La médiocrité de Ford n'a fait qu'accélérer cette décadence.

... ET LE ZOZO

Et c'est cependant pour Ford, qu'une majorité d'intellectuels ont déclaré lors des sondages être prêts à voter. Son adversaire Carter est, en effet, un redoutable zozo qui a accumulé les fautes. Il s'est révélé incapable de définir un programme clair. Il a déclaré tout au long de sa campagne qu'il s'opposerait aux entreprises impérialistes de l'U.R.S.S. Mais voici une semaine, il a annoncé froidement qu'il n'interviendrait pas en cas d'invasion de la Yougoslavie par les Soviétiques. Or, l'U.R.S.S. n'attend que la mort de Tito (83 ans) pour tenter de récupérer la Yougoslavie. Bref Jimmy-la-gaffe a joué en l'occurrence les poussettes au crime. Voilà pour le côté J.J.S.S. du personnage. Il faut aussi évoquer son côté mystico-puritan qui l'amène à donner à sa campagne l'air d'une croisade, Bible brandie.

A cet égard, les Français ne peuvent que se désoler de la victoire finale de Carter. Ce sermonaire exalté (1) est convaincu de la mission divine des Etats-Unis et sera sans doute très arrogant avec les nations européennes. Les activités religieuses de Carter n'empêchent pas ce personnage, échappé d'un



roman d'André Gide, de confier ses états sexuels à Playboy.

« De tout pour tous » comme disent les Républicains ! Enfin, la fragilité de la coalition électorale qui le soutient (on y trouve à la fois les Noirs et les Sudistes), l'a considérablement gêné au long de la campagne. D'où le recul constant de Carter de sondage et sondage.

Et le scrutin du 2 novembre s'est traduit accessoirement par le résultat qu'on sait et l'arrivée à la Maison Blanche de celui des deux candidats qui a semblé le moins nul aux électeurs. Il a été surtout marqué par un pourcentage de votants plus élevé que d'habitude, mais qui reste en moyenne nettement plus faible qu'en Europe.

JEUNES : LA GREVE DU VOTE

Ce taux d'abstention s'explique en partie, certes, par la faiblesse des duels télévisés entre les deux candidats. Mais elle fait aussi apparaître un véritable refus des institutions américaines chez les jeunes (18-30 ans).

Ceux-ci ont pris conscience de la fétidité du régime avec le Watergate. Ils ont donc fait le 2 novembre une véritable grève du vote, après s'être désintéressé des jeux politiques tout au long de la campagne : alors que Mac Govern, candidat malheureux face à Nixon en 1972, avait trouvé 400 étudiants à Berkeley pour travailler à plein temps pour lui durant sa campagne électorale, Carter n'en a trouvé que 10... et Ford aucun ! Cela mon-

tre le discrédit dans lequel un système politique qui sélectionne systématiquement les plus médiocres, est tombé dans la jeunesse. De la sorte, le consensus autour du régime américain n'existe plus, or, il était un des ciments principaux d'une fédération agitée par tant de courants centrifuges.

Pour l'instant, l'hostilité des jeunes aux politiciens est purement passive. Mais les sociologues parlent de la même génération, littéralement la génération du moi, dominée par le peu de confiance en l'avenir du pays, le refus de la procréation et de la vie, le souci forcené du confort et de la réussite personnelle. Autrement dit, la jeunesse américaine est désormais sans espérance. Situation inquiétante : qu'advienne un gourou de génie capable d'agiter les foules avec deux ou trois idées-forces et la même génération pourrait bien se lancer dans une aventure extrême, gauchiste ou fasciste.

Il y a, il est vrai, une autre possibilité : celle de voir l'Amérique s'enliser peu à peu dans sa morosité et perdre tout son dynamisme. Bref, les Etats-Unis nous offrent l'image d'une nation malade et condamnée au dépérissement, avec ou sans convulsion.

Et c'est sur cette « alliée » que compte MM. Giscard, Lecanuet et consorts !

Arnaud FABRE.

(1) Jimmy Carter est diacre de l'église baptiste de Plains.

les idées



par
gérard
leclerc

il a cru au matin

On a déjà beaucoup écrit sur le Parti communiste, son histoire, ses dirigeants, son organisation. Avec plus ou moins de bonheur et de rigueur. Incontestablement, le « Thorez » de Philippe Robrieux émerge de cette masse de documents par le sérieux de la recherche et son ampleur. Je crois qu'il faut lui adjoindre aujourd'hui un autre livre, d'une autre veine et d'un genre différent, puisqu'il appartient au domaine du témoignage brut, celui des matériaux de l'historien. On pourra balancer pour déterminer qui doit avoir la primauté, du « savant » bardé de son appareil critique, ou du témoin qui restitue à travers une sensibilité, la chaleur de la vie. Je ne cacherai pas que pour le moment c'est le témoin qui l'emporte en moi, subjugué que je suis par le très grand livre de Pierre Daix : *J'ai cru au matin* (1).

Il y a témoins et témoins. Pierre Daix fait partie de ceux qui avant d'écrire ont très exactement répondu au critère pascalien de crédibilité. Sa foi en un matin nouveau, il l'a prouvée dans l'engagement où l'on joue sa vie et au bout duquel il y a Mauthausen. Un rescapé des camps d'extermination, qui y a été mis à cause de ses activités au sein du Parti, qui a survécu grâce au Parti (son organisation clandestine à Mauthausen) peut être pris au sérieux. Il a mis dans le communisme tout lui-même et plus encore. Une fraternité l'y tient soudé, qui a défié la mort. Comment pourrait-il être séparé de ses camarades disparus pour une même espérance, des autres bien décidés à lutter jusqu'au bout, dans chacun de leurs pays ?

Un tel homme, avec son passé, n'a pu se comparer du Parti qu'au prix d'un très long combat contre lui-même, d'un drame dont beaucoup ne seraient sortis qu'anéantis mora-

lement ou du moins diminués. Certains pourraient s'étonner du temps qu'il aura fallu à Daix pour consommer cette rupture. Mais justement, il n'était pas possible que cet arrachement se fasse d'emblée. Jusqu'au bout le militant a cru que son Parti pourrait s'amender, que son idéal pourrait lui être restitué intact. Il s'est battu pour cela, de l'intérieur, d'abord dans l'espoir d'une rédemption et puis progressivement pour libérer ses frères d'une oppression et d'une barbarie qui n'avaient plus de secret pour lui.

LES INTELLECTUELS ET LE PARTI

Pierre Daix n'est pas un militant ordinaire. Certes, il n'a jamais appartenu au Comité central ou au Bureau politique du Parti. Ses fonctions l'ont néanmoins tenu tout proche du « sérail ». Rédacteur en chef du quotidien *Ce Soir*, puis de l'hebdomadaire *Les Lettres Nouvelles*, il est en contact permanent avec les dirigeants. Un moment même, durant la maladie de Thorez, il sera le témoin muet des séances du Secrétariat qui est le véritable organisme dirigeant du Parti. Tout est commandé de là, d'une façon dictatoriale, totalitaire. Rétrospectivement, cela vous fait frémir. Si ces hommes avaient eu le pouvoir en France ? Nous aurions connu le même sort que les peuples d'Europe de l'Est. Daix le souligne à plusieurs reprises : la direction du P.C. ne différerait en rien des autres appareils staliniens. Elle aurait été capable des mêmes purges, de la même inhumanité. Il y a dans son livre quelques instantanés qui valent toutes les gloses : le sourire carnassier de Duclos, le portrait de Tillon avec le geste mécanique de l'homme dont le ressort s'est cassé. Lorsque quelqu'un vient déposer devant le Secrétariat, il est mis à nu, à genoux, en pénitence. Le vieux routier tient son autocritique prête. L'autre qui se noie attend la main secourable qui lui assurera d'être reconduit dans ses fonctions. Désormais, il aura le sentiment qu'il n'est rien par lui-même, qu'il doit tout au Parti.

Entre les hiérarques de l'appareil, la lutte peut être féroce. Marty, Lecœur, Casanova se retrouvent déboulonnés de leur socle, brutalement jetés à la rue, alors qu'hier encore ils agissaient en despotes indiscutés. C'est à Lecœur que Daix aura affaire dans le secteur qui est le sien, l'intelligentsia. La bagarre est homérique. Comment concilier le dialogue avec les intellectuels, les artistes, tandis que sévit la règle du réalisme stalinien ? Lecœur a choisi le peintre officiel du prolétariat, Fougerson, et il entend que toute la presse du Parti chante les louanges du favori. Daix, qui pense de la peinture dudit Fougerson le plus grand mal, se défend pied à pied, soutenu par Aragon. Aragon, qui n'a cessé de souffrir mais qui restera fidèle jusqu'au bout.

LA DUPLICITE DE THOREZ

Et puis, là haut, dans son olympe, n'y a-t-il pas le grand homme, celui qui comprend et dont on attend la délivrance : Maurice. Ce « Maurice » qui, lui, est un homme ouvert, qui voudrait un autre Parti, plus humain, et dont les brèves rencontres, les coups de téléphone sont toujours un encouragement. Plus tard, Pierre Daix comprendra que ces encouragements s'inscrivaient dans une manœuvre où il était un pion opposé à d'autres pions. Pourtant, durant des années, Thorez fut sa principale raison d'espérer, son recours.

Il n'empêche. Durant des années, cet intellectuel, qui se voulait ouvert, fidèle à l'idéal de sa jeunesse, n'en a pas moins été stalinien, a refusé l'évidence, plaidé inconditionnellement l'innocence du despote moscovite. C'était le temps du fanatisme : « *J'avais à mon insu décollé du réel pour entrer dans le monde de la science stalinienne où toutes choses devenaient d'autant plus prévisibles qu'elles étaient déduites de la plus simple des hypothèses. Le camp socialiste était la paix, le bonheur, la justice. Le vieux monde, faut de pouvoir l'attaquer de front devait se livrer à des manœuvres de diversion, des provocations, envoyer des saboteurs et des espions.* »

DE STALINE A SOLJENITSYNE

Pour savoir comment le réveil se fit, il faut lire ce livre. Il en expose les étapes avec minutie. Impossible d'en reprendre ici la trame complexe. Il y eut les indices perçus lors des voyages à l'Est, les confidences d'Elsa Triolet dont la famille russe avait été plongée dans la tourmente. Arriva la déstalinisation. C'était un sacré choc, mais ce pouvait être encore un espoir. Les nouveaux dirigeants n'allaient-ils pas effacer avec courage cet affreux passé ? Pour sa part, Pierre Daix était bien décidé à mettre tout en œuvre pour y aider. Dès lors, son journal fut entièrement au service de la lutte contre le totalitarisme et les séquelles du stalinisme. C'est Daix qui écrivit la préface à *Une journée d'Ivan Denissovitch* grâce à Elsa qui avait perçu le génie de Soljénitsyne.

Au bout du processus devait se produire la rupture, le rêve définitivement estompé. *Le Parti n'existait plus*, du moins celui pour lequel il avait défié le nazisme et auquel il avait voué sa vie. Celui qu'il connaissait trop bien était son antithèse parfaite. Sa libéralisation engagée par les nouveaux bureaucrates style Marchais ne changeait rien. Ce Parti-là était étranger aux réalités nouvelles, à la jeunesse, au printemps de mai, au mouvement de la vie.

Et puis il y eut Prague. Ce fut évidemment le coup de grâce. Témoin du réveil d'un peuple auquel le rattachaient les liens les plus solides. (Daix est marié à la fille d'Arthur London, le héros de *L'Aveu*, ses meilleurs camarades de déportation étaient Tchèques), il ne peut subir sa nouvelle mise en esclavage. Désormais, il sait tout, il dira tout et se battra jusqu'au bout avec Soljénitsyne. A la fin du livre, Daix raconte une histoire hallucinante qu'il faut ici résumer. Une jeune soviétique explique à sa correspondante tchèque que son frère a été tué lors de l'intervention des troupes russes. Après enquête des autorités tchèques, on retrouve le frère bien vivant. On lui montre la lettre de sa sœur. Le jeune homme est atterré. Il comprend qu'il ne reverra jamais les siens, que sa prétendue mort et celle de ses camarades a été programmée dans une vaste manœuvre d'intox du peuple russe.

Cette histoire atroce, c'est simplement une part de vérité sur la plus grande entreprise esclavagiste de tous les temps. Il fallait pour la dire le témoin Pierre Daix, dont le livre résume tout le cauchemar du xx^e siècle.

Gérard LECLERC.

(1) Pierre Daix : *J'ai cru au matin* (Robert Laffont).

french ordinate

Le changement de politique dans le domaine des industries de pointe n'a pas toujours été clairement perçu par les Français. Dans un livre remarquable, Jacques Jublin et Jean-Michel Quatrepoint ont retracé l'évolution de la politique informatique française et démontré les erreurs monumentales de la politique giscardienne. Nous sommes heureux de donner la parole à Jean-Michel Quatrepoint, journaliste au « Monde ».

N.A.F. : Vous venez de publier un ouvrage intitulé « French Ordinateurs ». Pourquoi ce titre étrange ?

J.M.Q. : Parce qu'il s'agit de la lutte entre les groupes américains et la France qui a tenté, avec le Plan Calcul, de se doter d'une industrie informatique nationale.

Cette lutte a commencé en 1964 quand on a laissé General Electric racheter Bull, M. Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, refusant d'accorder les crédits nécessaires à la firme française. Le Plan Calcul est lancé en 1966 et la C.I.I. créée la même année, afin d'assurer l'indépendance de notre informatique. Nouveau ratage en 1970, le gouvernement Français n'osant pas racheter la part qu'Honeywell avait prise dans Bull, en remplacement

de General Electric. C'est enfin la fusion, en 1975, entre la C.I.I. et Honeywell-Bull.

N.A.F. : Mais une politique informatique française était-elle possible ?

J.M.Q. : Elle était possible. Le seul problème de fond était celui de la taille du marché. Le marché français n'était pas suffisant. Il fallait donc envisager une expansion à l'échelon européen. D'où l'accord UNIDATA : dans cette association entre la C.I.I., Siemens et Philips, les décisions devaient être prises à l'unanimité, il y avait mise en commun des réseaux commerciaux et mise en chantier d'une gamme commune d'ordinateurs — compatible avec les machines des trois associés et avec les machines IBM — afin d'attacher le parc du géant américain.

N.A.F. : La C.I.I. n'a-t-elle pas eu de graves difficultés commerciales ?

J.M.Q. : La C.I.I. a été créée fin 1966 face à une concurrence IBM très forte. Ce qu'a réalisé la firme française en huit ans dans cette situation difficile est extraordinaire. Bien sûr, il y a eu les problèmes du service après-vente, mais les difficultés n'étaient pas plus grandes que chez les autres constructeurs. Il est vrai que la C.I.I. vivait de l'argent public. Mais les 1800 millions qu'elle a coûtés en huit ans sont peu de choses par rapport au prix de l'opération Honeywell.

En réalité, l'ambiguïté de la C.I.I. résidait dans la volonté d'y associer des capitaux privés. Or, la rentabilité était à trop long terme pour des capitalistes et les deux principaux actionnaires (Ambroise Roux de la C.G.E. et Paul Richard de Thomson) ne se sont pas entendus. Cette situation bâtarde a été très nuisible.

N.A.F. : Que s'est-il passé depuis l'arrivée de Giscard ?

J.M.Q. : L'affaire remonte plus loin. Rappelons les faits : l'accord UNIDATA est signé le 4 juillet

1973 et une stratégie mise en œuvre : fabriquer une gamme commune de machines, grandir avec le soutien de gouvernements qui ouvraient leurs administrations au matériel UNIDATA, puis, vers 1980-1982, se passer des subventions et, après avoir restreint la part d'IBM et d'Honeywell, racheter une entreprise américaine (Honeywell probablement). Cela en fonction du raisonnement suivant : puisque nous grossissons, IBM perd un peu de son marché mais surtout notre croissance se fait au détriment d'Honeywell. Comme cette firme a des problèmes de financement, nous pourrions la racheter pour pas cher dans quelques années.

Cette stratégie était judicieuse. Mais on n'a pas pris le temps de la réaliser : lorsque l'accord de 1973 a été signé, Ambroise Roux a manifesté immédiatement son opposition et il a trouvé un écho favorable auprès de M. Charbonnel, le ministre de l'Industrie.

Tous deux ont concocté un plan dans le dos de la Délégation à l'Informatique, visant à refuser la ratification de l'accord UNIDATA et à proposer — déjà — l'alliance avec Honeywell. Les Allemands et les Hollandais l'ont appris et ont commencé à se méfier de ces Français qui semblaient vouloir changer leurs batteries. Ils ont donc pris des mesures discriminatoires contre la C.I.I. En février 1974, cependant, Charbonnel fut contraint par Pompidou et Messmer d'approuver l'accord UNIDATA. Puis ce fut la campagne présidentielle et l'expédition des affaires courantes par le gouvernement. Giscard élu, son ministre de l'Industrie se saisit du dossier. Un an plus tard, l'accord avec Honeywell était conclu...

Que s'est-il passé ? D'abord, une tentative a été faite pour obtenir la nationalisation de la C.I.I. Ce projet a été rejeté par d'Ornano et par l'Elysée. Les dirigeants d'Honeywell-Bull — qui subissaient durement la concurrence de la C.I.I. — ont alors proposé une fusion dans laquelle les intérêts français auraient 51 % des parts. Après liquidation de la Délégation à l'Informatique (qui défendait l'ancienne politique) l'accord fut réalisé.

N.A.F. : Cette fusion est-elle l'effet d'une volonté ou le produit des circonstances ?

J.M.Q. : A mon avis, le gouvernement a estimé que la politique d'indépendance nationale était ter-



ateurs



entretien avec jean-michel quatrepoint

minée. D'où cette fusion, présentée comme une victoire mais assortie d'arguments insensés :

— La rentabilité ? L'opération avec Honeywell coûte aussi cher et peut-être plus cher que l'accord UNIDATA. Je sais bien que les dirigeants de C.I.I.-Honeywell-Bull répondent qu'ils se sont engagés à se passer de subventions publiques à partir de 1980. Cela reste à voir. De plus, ces subventions sont forfaitaires, alors qu'il s'agissait auparavant de crédits d'études contrôlés a priori et a posteriori. Enfin, l'addition sera probablement beaucoup plus élevée que prévue. C'est que la nouvelle société se trouve devant un dilemme :

— soit elle accepte des « économies de groupe », se cantonne dans certaines fabrications et perd sa liberté,

— soit elle conserve le maximum d'indépendance technologique par rapport à Honeywell : il lui faut alors conserver ses équipes de chercheurs et poursuivre ses fabrications sur tous les créneaux. Ce qui coûte très cher et enlève tout intérêt à l'opération avec Honeywell puisqu'il n'y a pas de répartition des tâches.

— L'accès au marché américain ? Il est illusoire parce que Honeywell ne commercialisera aux Etats-Unis qu'une infime partie de ce que produira la C.I.I.-H.B., et seulement en fonction de ses intérêts et des intérêts de ses utilisateurs américains — qui ont peu de choses en commun avec les utilisateurs français.

— La répartition du marché international ? Il y a eu répartition des marchés (ce qu'on appelle aussi un cartel !). Et Honeywell s'est réservé toute l'Amérique du Nord, le Mexique et certains pays d'Amérique latine, la Grande-Bretagne et l'Irlande, l'Italie, la Yougoslavie, l'Iran, Israël et la Turquie, plus l'Extrême-Orient et l'Australie : autant de marchés essentiels où la société française ne pourra pas — ou plus — exporter.

N.A.F. : Peut-on déjà tirer une leçon de cette fusion ?

J.M.Q. : Très vite, les dirigeants de la nouvelle société ont été confrontés à de graves difficultés. Dans les premiers temps, ils ont donné l'impression de tout concentrer sur la gamme Honeywell et d'abandonner les études sur la gamme C.I.I. D'où la perte de nombreux clients privés de la C.I.I. qui sont allés chez IBM pour ne pas avoir à changer tous leurs programmes. Quant aux administrations, elles ont repoussé dans le temps leurs achats de matériel. Le PDG de la nouvelle société s'est alors rendu compte, sous la pression du marché, qu'il fallait reprendre les études des grands ordinateurs de l'ancienne C.I.I. D'où la décision récente de fabriquer les « Y 4 » (qui ne sont, en fait, que des « X 4 » dérivés prévus dans la gamme UNIDATA), afin de servir les anciens clients de la C.I.I. qui, sinon, seraient tous passés chez IBM. La décision en soi est bonne. Mais très onéreuse : la nouvelle société, en effet, va avoir sur son catalogue les grands ordinateurs « Y 4 » et, à côté, les grands ordinateurs « 66 » d'Honeywell qu'elle va continuer à vendre. Ce sont deux produits similaires. De plus, les « Y 4 » ne seront prêts que dans trois ans, dit-on. En attendant, C.I.I.-H.B. vendra des « 66 ». Et en 1980, les « Y 4 » risquent d'être dépassés par d'autres matériels d'IBM et aussi d'Honeywell. Les prochaines années verront surgir trois grands problèmes :

1°) Il faudra obtenir un niveau suffisant de commandes. Or, dès cette année, la nouvelle société devra sans doute demander une rallonge à l'Etat.

2°) Si on développe vraiment une gamme de grands ordinateurs, quel sera l'intérêt de l'accord avec Honeywell ?

3°) A tout moment, Honeywell peut se faire racheter ses 47 % par la France. Le gouvernement dit que c'est le signe de notre indépendance. J'y vois surtout un

leurre. Si dans deux ou trois ans on rachète la part d'Honeywell, ou on nationalise le tout — une façon comme une autre de noyer le problème — on fera en fait un bond en arrière de plusieurs années. On se retrouvera avec une société isolée, perturbée. Il faudra reprendre les choses où elles étaient en 1973. Beau résultat !

N.A.F. : Au terme de votre étude sur l'informatique, pouvez-vous définir la politique industrielle française dans les secteurs de pointe ?

J.M.Q. : Schématiquement, l'équilibre au pouvoir a renoncé à l'Europe, préférant raisonner en terme de groupes multinationaux. La grande idée du pouvoir est, en effet, la pénétration du marché américain. Ce qui n'est pas mauvais en soi. Malheureusement, les accords passés avec les multinationales ne donnent pas à la France un accès effectif au marché américain, comme le montre la fusion avec Honeywell. C'est au contraire le rachat de petites ou moyennes entreprises américaines qui est positif : il permet d'économiser des frais de recherche et de conserver un sigle et un réseau commercial américains qui permettent l'accès au marché d'outre-atlantique.

Quant à la politique de « francisation » des multinationales, c'est un leurre, une opération publicitaire, qui ne dérange pas la nouvelle stratégie américaine.

Dans une première période, en effet, les Américains cherchaient à prendre 99 % des entreprises et y installaient une direction américaine. Puis l'objectif a été de prendre 51 %, avec une équipe dirigeante française. Maintenant ils prennent 49 %, avec des dirigeants français, y compris au siège. C'est que, pour les Américains, il s'agit avant tout de pénétrer sur le marché européen, toujours en pleine croissance alors que le marché américain se stabilise. Et peu importe que le pouvoir absolu leur

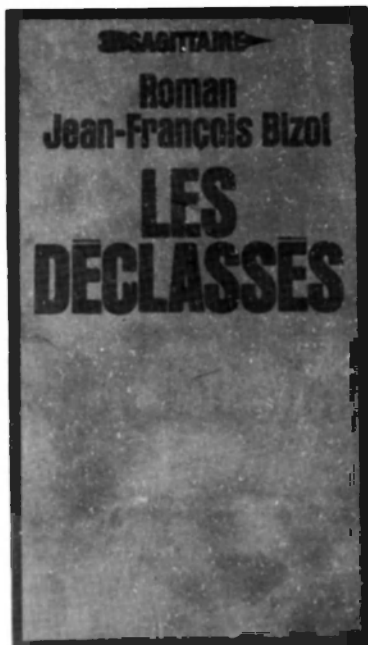
échappe : au contraire, ils économisent sur les investissements, obtiennent de l'argent frais (comme ITT qui a vendu LMT à Thomson en récupérant 760 millions de francs « cash »), imposant leur technologie, voient s'ouvrir les marchés privilégiés des administrations françaises (belle publicité ...) et cassent toute tentative d'alliance européenne. Ainsi évoluent les formes de domination.

N.A.F. : Quelle est l'attitude du gouvernement français face à cette nouvelle stratégie ?

J.M.Q. : Il raisonne à court terme, cherchant avant tout à payer ses importations de pétrole. C'est pourquoi il cherche à vendre le plus possible à l'étranger. D'où l'idée de partager les marchés internationaux avec les firmes américaines (ITT pour le téléphone, Honeywell pour l'informatique ou Douglas pour l'aéronautique). En réalité il ne recueille que des miettes (en Iran ou en Arabie Saoudite par exemple) mais se ferme des marchés très importants : l'Algérie, la Lybie, bientôt l'Irak. Sans parler des pays de l'Est, de l'URSS en particulier où nous avons perdu un certain nombre de contrats. La stratégie gaullienne, au contraire, était de développer des techniques de pointe, qu'elle vendait à l'étranger malgré des prix plus élevés grâce à la diplomatie indépendante de la France et à l'exemple qu'elle donnait au Tiers-Monde dans la lutte contre l'imperialisme américain.

Cette stratégie demandait du temps. Mais nous commençons à en recueillir les fruits dans les années 1973-1974. C'est à ce moment-là que Giscard est arrivé. Toutes nos relations industrielles internationales ont été bouleversées. Je crains que ce « redéploiement » dans le sillage des Etats-Unis ne coûte, à terme, fort cher à la France.

Propos recueillis par
Bertrand RENOUVIN.



Mai 1968 ? Huit ans déjà, presque neuf. On a peine à le croire. Pire même, pour ceux qui n'aiment pas mesurer le temps passé : voici un roman racontant l'histoire de cette génération qui a connu ce printemps, puis rêvé d'un autre monde.

Nul n'était mieux placé que Jean-François Bizot pour l'écrire : fondateur de la célèbre revue Actuel, il a vécu le phénomène de l'intérieur, il sait nous faire respirer l'air de ce temps-là, nous remémorer son vocabulaire et nous restituer la complexe « problématique » du gauchisme d'alors.

Mais Jean-François Bizot l'a bien vu, la génération de 1968, c'est surtout un avant-mai et un après-mai. Dans Les Déclassés (1), le mois célèbre n'occupe pas plus d'une demi-page et c'est heureux car on commençait à se lasser de voir les héros de chaque roman « d'époque » lancer rituellement leurs pavés vers la « marée noire des CRS ».

Il y a donc l'avant-mai. Les Pink Floyd n'étaient pas nés mais on écoutait « Salut les Copains » à 17 heures sur Europe 1. La « libération sexuelle » n'avait pas encore été proclamée, et le problème le plus grave pour un adolescent du début des années soixante était la perte de son pucelage. D'où, dans le livre de Bizot, d'excellentes pages sur la « drague » et sa stratégie. Sans oublier les petites boîtes de l'été, les Platters, le premier amour, les films « nouvelle vague ».

Et puis tout d'un coup la politique, l'engagement total, les copains, Marx, les « Comités Vietnam » qui mènent tout droit à l'U.J.C. (m.l.) — les « maos » en d'autres termes. Ah ! Lénine, Althusser et la Chine ! Surtout quand il s'y mêle un amour

vrai avec une jolie militante. L'automne 1968 marque le commencement de l'errance. Comme le Hugues des Déclassés, beaucoup en ont assez des stratégies en chambre et des débats sur la constitution « du » parti révolutionnaire. Alors on taille la route. Voici les Etats-Unis, d'où tout est parti, avec les Black Panthers, Jerry Rubin, Woodstock et le trip.

Puis Paris à nouveau, et le début d'une quête hallucinée. Musique encore, avec les grands festivals. Et la politique avec « V.L.R. » (Vive la Révolution), la Gauche prolétarienne, Tout, le M.L.F. qui brise les couples. Et la drogue : trip, flip, acide, joint, junkies. Langage d'une société en marge, qui se nourrit de Charlie hebdo et d'une pincée de Guy Debord. Recherche effrénée de la communauté et échec des « espaces libérés » qui accueilleraient l'étonnante cohorte des marginaux de tous poils — écologistes, zéloteurs de nouvelles sectes, paranoïaques de tous ordres, paumés de toute nature. Enfin l'enterrement de Pierre Overney, qui marque la fin d'une époque.

Beaucoup de bruit pour rien ? C'est vrai : trop de confusion, trop d'affectation, d'idéologie douteuse, d'abrutissement chimique. Toute une génération fourvoyée. Mais la recherche était nécessaire, et la quête légitime : il s'agit d'une génération sacrifiée. Beaucoup se sont perdus, et d'autres sont trop amers pour tenter une autre aventure. Mais il reste, sous-jacent, le désir d'une vie à changer, d'un autre monde à construire. Contestation, imagination : qui nous rendra l'esprit de ces années-là ?

B. LA RICHARDAIS.

(1) Jean-François Bizot : Les Déclassés (Sagittaire).

la chute finale

Dans un écrit célèbre, le « dissident » soviétique Amalrik s'était demandé si l'U.R.S.S. survivrait en 1984. Emmanuel Todd, lui, diagnostique un « pourrissement » inéluctable de la patrie de Lénine dans les décennies à venir.

La pourrissement pour Todd est d'abord économique (1). La planification soviétique aboutit à un délire bureaucratique et à la défense passive d'ouvriers sous payés qui freinent leur rendement et préfèrent consacrer leurs énergies au travail « noir ». Illicite mais plus enrichissant. Du coup, l'U.R.S.S. est en train de passer au stade de pays sous développé. Pour Todd, les importations massives de céréales par l'U.R.S.S. en 1975-76 ne résultent pas seulement d'accidents climatiques, mais constituent des précédents appelés à se multiplier.

Les dirigeants de l'U.R.S.S., qui ont perdu toute foi marxiste, sont parfaitement conscients de la situation. Mais il leur est impossible de modifier sensiblement les structures centralisées de l'économie et de la société. Les nationalités non russes (en particulier en Asie) en profiteraient pour essayer d'accroître leur autonomie par rapport à Moscou et reprendre même leur indépendance.

De ce fait, l'économie soviétique est condamnée à fabriquer surtout des produits d'industrie lourde et fort peu de biens de consommation, faute d'un marché susceptible d'en réglementer la quantité et la valeur. Au demeurant, les dirigeants soviétiques ne désirent pas voir leur peuple accéder à la consommation de masse de type occidental.

Ils savent qu'une société de consommation sans liberté suscite des tensions insoutenables. Et pour maîtriser ces tensions, les hommes du Kremlin ne peuvent compter durablement ni sur la police, ni sur l'armée. Ainsi le réseau policier (un soviétique sur dix travaille pour la police) serait sujet au même mécontentement

que la population dont les désirs croîtraient encore plus vite que l'enrichissement.

Les chefs soviétiques sont donc réduits à militariser à outrance le pays, parce que leur industrie n'est guère bonne qu'à cela, et aussi pour pouvoir faire effectuer trois ans de travail forcé à leurs jeunes contestataires dans des casernes ressemblant fort à des camps. La recherche de boucs émissaires (chinois, mais aussi juifs) sert de stabilisateur complémentaire à la société bloquée soviétique.

Pour combien de temps encore ? En effet, pendant que l'U.R.S.S. stagne et s'enlise, on assiste au « décollage » des démocraties populaires. Leurs chefs d'Etat sont paradoxalement mieux armés pour affronter les tensions de la société de consommation.

Du coup le « communisme » d'un Kadar, d'un Gierak, voire d'un Husak, se réduit à l'allégeance au pacte de Varsovie et au maintien du monopole politique du Parti. En revanche, l'agriculture est plus ou moins décollectivisée et l'industrie partiellement soumise à nouveau aux lois du marché.

Le plus grave pour l'U.R.S.S., c'est que ses soldats sont les témoins de ce décollage et peuvent lui transmettre ce « mauvais exemple ». Emmanuel Todd conseille aux Occidentaux d'établir des relations privilégiées avec les Etats satellites afin de faciliter le pourrissement final de l'U.R.S.S. On ne peut qu'approuver cette stratégie même si Todd se montre souvent trop indulgent pour le modèle occidental de consommation.

Jean-Pierre LEBEL.

(1) La Chute finale. Emmanuel Todd - R. LaMont éditeur.

stop

librairie

Tous les ouvrages présentés dans ce numéro peuvent être commandés au journal. Joindre le règlement à la commande. Chèques et versements à l'ordre du Centre d'Etudes de l'Agora - C.C.P. Paris 10464-78 G.

- La Chute finale par Emmanuel Todd - franco 49 F.
- Dérive gauche d'Hélène Bleskine - franco 32 F.
- L'espoir gravé d'Hélène Bleskine - franco 20 F.
- French ordinateurs par J.-M. Quatrepoint et J. Jublin - franco 48 F.
- J'ai cru au matin de Pierre Daix - franco 53 F.
- Les déclassés de Jean-François Bizot - franco 53 F.

pierre chaunu :

la monarchie devant la révolution

Dans notre dernier numéro, le professeur Chaunu a « mis en perspective » la Révolution française en la situant dans l'évolution générale des sociétés occidentales depuis le XIII^e siècle. Cette fois-ci, il explique à nos lecteurs les causes immédiates et nous dit pourquoi il pense qu'elle a transformé de façon irréversible la manière dont les Français se voient.

N.A.F. : Vous nous avez parlé d'un blocage de l'institution monarchique au XVIII^e siècle. En quoi a-t-il consisté ?

Pierre CHAUNU : Les Ultras du XIX^e siècle, dont je me sens pourtant rarement proche, n'avaient pas tort cependant de ne guère mépriser Louis XIV, sa démesure et l'hypercentralisation des pouvoirs qu'il a réalisés. La monarchie a cédé alors à une sorte de perfectionnisme qui l'a amenée à mettre au point une machine très complexe pouvant fonctionner seulement avec des hommes de très grande valeur. Visiblement, la fonction royale au XVII^e siècle a été retaillée à la carrure de Louis XIV.

Et de fait, au XVIII^e siècle, les serviteurs de la Monarchie, les ministres, les secrétaires, les commissaires, les officiers et les parlementaires sont souvent des hommes remarquables et de grande valeur comme en témoignent les inventaires de leurs bibliothèques. A cet égard, on peut dire que le corps des officiers préfigure notre administration dans ce qu'elle a de plus solide et de plus efficace.

Il n'en reste pas moins qu'une institution est celle qui peut fonctionner même avec des hommes moyens. Or, ni Louis XV, ni Louis XVI n'avaient l'envergure de leurs ancêtres... dans un système où tout repose sur le Roi.

Par ailleurs, l'efficacité de l'administration royale a dispensé la monarchie de chercher à maintenir l'institution représentative traditionnelle des Etats. Ce n'a pas été une bonne chose. Comparons avec l'Angleterre. Celle-ci n'a pas eu de chance avec ses dynasties : après les Tudor et les Stuart, l'aventure hanovrienne ! Les Anglais se sont donc organisés pour se passer, ou peu s'en faut, de leur monarchie. D'où le rôle du Parlement. Mais celui-ci, même avant les Stuart, sous les Tudor, même réduit à peu de choses, subsistait.

Le pendant français du Parle-

ment - les Etats Généraux - est tombé, lui, en désuétude. Or, il est bon qu'il y ait dans l'Etat un lieu où les gens peuvent se parler, même s'ils doivent aussi s'y affronter comme dans un champ clos. C'est ensuite à une autre institution — cour suprême ou monarque — ayant un rôle contesté d'arbitre, de dénouer les conflits. Mais il est très dangereux de chercher à empêcher les conflits : on aboutit ainsi à les écraser ou à les interioriser, ce qui bloque le jeu normal des institutions.

N.A.F. : Qu'est-ce qui a amené cette suppression ?

Pierre Chaunu : Les Etats Généraux avaient joué un rôle remarquable au XVI^e siècle. Mais ils ont périclité au cours des guerres de religion et n'ont pas admis, en 1614-1615, l'avènement des officiers.

Le Parlement de Paris en a tenu lieu au XVII^e et XVIII^e siècles. Mais ce corps de techniciens, d'ailleurs nécessaires pour contrôler la façon dont les hommes du conseil royal gouvernaient, ne pouvait pas vraiment représenter la nation. Et les parlementaires ont tenté de se faire passer pour les pères du peuple au moment même où ils étaient devenus les



syndics des égoïsmes des privilégiés. Dès lors, et cela a été dramatique, la transformation de la société rendait leur disparition indispensable.

N.A.F. : L'ampleur des résistances face à cette suppression des Parlements n'explique-t-elle pas l'échec de la « révolution royale » ?

Pierre Chaunu : J'ai souvent été frappé par le fait que les Bourbons ont toujours eu besoin de vieillir pour s'affirmer. Le grand Louis XIV est celui qui, à la fin de son règne, tient tête à l'Europe au cours de la guerre de Succession d'Espagne, qui accepte le Testament de 1700, qui rédige l'appel de 1709 et menace son petit-fils de sa malédiction s'il détruit Barcelone.

De même, il a fallu attendre 1767-1770 pour que Louis XV, de roi médiocre, devienne un grand politique. C'est alors qu'appuyé sur le triumvirat Maupeou, d'Aiguillon, Terray, il fait sauter les Parlements et commence les réformes. Il meurt malheureusement en 1774 alors qu'il avait partie gagnée.

Or, Louis XVI devient roi trop jeune et il n'avait pas, de toute manière, la valeur humaine du grand Louis XIV. Il encourage, avec le rappel des Parlements, un désolant sursaut « poujadiste » et « obscurantiste » qui aboutit, entre autres, à l'inepte règle des quatre quartiers.

Ainsi a été rompu l'équilibre au XVI^e siècle et même encore au XVII^e siècle au sein de la noblesse entre mérite et hérédité. La noblesse, surtout la petite noblesse de province — la haute noblesse libérale, elle, joue le jeu — a cherché, alors, à surmonter une période économique critique pour elle en se cramponnant au privilège fiscal qui n'avait de raison

que lorsqu'elle payait, seule, l'impôt du sang.

Cette réaction s'est greffée sur les problèmes financiers nés de la participation française à la guerre d'indépendance américaine — d'ailleurs remarquablement conduite et gagnée — et sur une conjoncture économique qui, sans être vraiment désastreuse, était assez médiocre. Le tout a conduit à l'explosion de 1789.

N.A.F. : A votre avis, la situation créée par la Révolution française est-elle irréversible ?

Pierre Chaunu : La Révolution a souvent abouti à un gaspillage d'énergies et de vie humaines. Les Français se voient maintenant à travers la Révolution. La seule politique possible est celle qui concilierait les héritages des deux France et comblerait le regrettable fossé existant entre elles. Car il ne saurait y avoir de progrès sans continuité, donc sans tradition. Pour ma part, je me sens à la fois du côté des Vendéens et de l'armée de Kléber. Et je me situe dans la tradition républicaine... tout en admettant avec Jean Bodin que le Prince, avec sa fonction arbitrale doit être la clé de voûte de la République.

Un Louis-Philippe, un Guizot l'avaient compris, contrairement au Comte de Chambord qui fit tout sauter sur la question symbolique du drapeau. Pourtant, le drapeau tricolore, dans lequel le blanc de la monarchie est encadré par le bleu et le rouge du peuple parisien est, par excellence, le symbole de la réconciliation. Les Orléans, d'ailleurs, l'ont compris. Ils sont, y compris l'actuel prétendant, les vrais descendants d'Henri IV : car ils ont, eux, le sens de ce qui est possible.

Propos recueillis par
Gérard LECLERC.

en souscription

une politique pour la révolution

Le nouveau livre écrit par Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc est en souscription. Cet ouvrage sera utile pour ceux de nos lecteurs qui ne connaissent pas encore bien la N.A.F. et pourront par sa lecture mieux juger de ce que nous sommes. Mais pour nos lecteurs plus anciens, ce sera aussi un outil de travail très utile, non seulement pour approfondir leurs connaissances politiques mais encore comme outil de propagande privilégié pour le rayonnement de la N.A.F.

Ce livre doit paraître au cours du premier trimestre 1977. Sa date exacte de parution sera fixée dès que nous aurons reçu un nombre suffisant de souscriptions, c'est dire l'urgence et l'importance de votre réponse rapide.

Deux éditions de cet ouvrage seront éditées :

— une édition de luxe numérotée sur velin d'arches au tirage strictement limité à 80 exemplaires (les numéros seront attribués dans l'ordre d'arrivée des souscriptions) au prix de 200 F l'exemplaire. Ces

ouvrages seront spécialement dédiés par les auteurs à l'intention du souscripteur ;

— une édition courante au tarif suivant (prix spécial pendant la souscription) :

1 ex. 25 F - 3 ex. 68 F - 5 ex. 100 F - 10 ex. 180 F.

Les commandes sont à adresser à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Le règlement est à libeller à l'ordre du Centre d'Etudes de l'Agora - C.C.P. Paris 10 464-78 G.

dérive gauche

Hélène Bleskine. Mai 1968, elle y a participé. En plein cœur. Maoïste. L'affaire terminée, elle a voulu poursuivre le rêve et est partie vivre en communauté près de Flins en milieu ouvrier.

Ce fut son premier livre, un très beau texte, *L'Espoir gravé*, récit de la vie de cette communauté, histoire d'un échec. Car la classe ouvrière n'est pas celle qu'elle croyait. Ils viennent cependant, les pros, dans la maison des maos, un peu comme on visite une curiosité, pour y prendre un café, discuter, voire sacquer. Ça ne vas pas plus loin.

Bleskine tire le constat : « *Le peuple est assez grand pour choisir lui-même ses héros* ». Les maos n'ont pu attirer que ceux qui n'étaient pas assez forts pour trouver en eux-mêmes leur sens de l'avenir. « *Finalement*, écrit Bleskine, les mecs qui refusaient les tracts et toutes sortes de baratins, ceux aussi qui les lisaient avec critique, ceux-là étaient la force de l'avenir, celle qui gardait ses distances et n'avait pas envie de devenir nos objets d'investigation ».

Et Bleskine met l'accent sur ce paradoxe des idéologies gauchistes, qui explique leur histoire : d'un côté, elles prônent des personnes libres, fortes et d'un autre côté, elles souhaitent les enrégimenter, pour faire masse, pour faire fort et les réduire à l'état de pions dans un rapport politique.

Ce phénomène joue à plein dans la communauté où vit Bleskine. On la croyait famille idéale. Or, elle pèse. La dialectique entre le je et le nous ne fonctionne pas. Chacun crie à l'autonomie, sans voir l'autre

et ses différences. La maison commune, « *La maison du Bon Dieu* », devient lieu de supplice où le moi écarté ne se retrouve plus. Bleskine ne peut le supporter et quitte cet enfer : « *être soi avec les autres, c'est pour cela que j'ai pris le train* ». Elle débarque à Paris et c'est la « *Dérive gauche* », en nocturne de préférence, dans le froid de l'hiver, le vent du printemps et la chaleur accablante et menaçante de l'été. Livre morcelé, à l'image de l'auteur en quête de son identité et d'une cause à détendre. Livre difficile à lire, qui recourt au symbole et à l'imaginaire pour décrire une désillusion qu'on ne veut pas crier trop fort.

Que reste-t-il à Hélène Bleskine ? « *Il y a quelques années, on a regardé le soleil de mai en face et on s'est brûlé les yeux. Maintenant tout est de l'ordre de l'épave. Il n'y a plus d'histoire, il n'y a que des anecdotes. Je suis tourbue* », dit l'un de ses personnages. Le monde, depuis, a changé. Plus de causes, plus de modèles. Le père lui-même s'en est allé en sandalettes vivre sur une île tropicale. L'action révolutionnaire s'éloigne, commence le temps du spectateur et celui de la recherche difficile d'une autre chose. Alors vivre dans l'instant, chacun bien campé dans son personnage, errer de bistrot en bistrot, écouter les gens, parler du temps, regarder Paris et son rituel de manifs qui veulent recopier mai 1968, s'attarder aux choses de la vie, aux fleurs, à la musique, et à la tendresse, manger, ne rien faire, se laisser glisser au fil de l'eau



maternelle, à l'image d'Ophélie, dormir.

Quelquefois apparaît le souvenir du temps brillant où l'on croyait à l'action. Mais c'est sur le mode du rêve et de la souffrance — « *je veux vivre avec la plaie ouverte de mes rêves* » où on réimagine des fêtes avec musique et nourriture en abondance, un début d'émeute, mais tout reprend vite sa place dans la tristesse quotidienne. Et comment agir ? Tout est bloqué : « *Aucun social n'est possible en ce moment, tous les groupes sont coincés. Les idées sont autoritaires* ».

Au centre de ce roman, comme au centre de Paris, il y a le vide qui aspire, le trou sans fond : « *le chantier des Halles est bien un chantier, à l'image de nos idées en chantier. Il a intérêt à rester chantier, ce trou, ça lui va bien, ça*

nous ressemble ». Le seul espoir, timidement tendu, pour changer cette vacuité, se trouve, pour Hélène Bleskine, dans cette catégorie politique qui devient de plus en plus importante en France : l'Ailleurs.

Un ailleurs mal défini, encore inexprimé : « *Je voudrais pourtant parler qu'il y a autre chose ailleurs qui existe mais qui ne s'exprime pas, qu'on ne voit pas, qui est hors de scène* ». Un ailleurs plus à l'écoute de la personne et plus apte à maintenir cette indispensable chaleur de la relation sociale. Mais c'est pour Hélène Bleskine un ailleurs lointain et elle laisse son héroïne grelotter dans le froid du monde actuel avant de réveiller, en ultime recours, la flamme du désir.

Pierre LE COHU.

Hélène Bleskine : *L'Espoir gravé* (Maspero) ; *Dérive gauche* (Hallier)

la mauvaise humeur

L'autre jour, en feuilletant un « grand hebdomadaire de gauche », une publicité. Vous l'avez vue sans doute. Sur une pleine page, deux hommes en train de bavarder. L'un est Arabe. Il a un chèche et une gandoura. C'est donc un bon Arabe. Pas un de ceux qui, en costume et cravate, font monter le prix du pétrole dans les négociations internationales. D'ailleurs, ce bon Arabe a une courte barbe blanche et il sourit de toutes ses dents — blanches elles aussi. Ce n'est donc pas nu bicot, un raton, un de ces sales crouilles qui font des travaux si répugnants chez nous et qui terrorisent nos femmes. Non. Celui-là exprime la Sagesse Millénaire des Sociétés Traditionnelles.

En face, un Occidental Blanc. Un peu plus grand que l'Arabe. Une coiffure sage et de fines lunettes. Une chemise élégante sur des bras moyennement poilus. En deux mots, le jeune cadre dynamique, intelligent et viril dans toute sa splendeur. Et puis un mot, en gros sur la photo : « *PARLER* ». Et une signature : Club Méditerranée. Retrouvez les choses vraies de la vie.

Alors je me suis souvenu de Midoun, un bourg situé dans l'île de Djerba, assez loin de la « zone hôtelière ». C'était un après-midi d'été, sur la grande place. Peu de monde à la terrasse ombragée : un jeune serveur et quelques vieux. Dans la rue, un homme qui passe sur son âne. Après la chaleur de la

route, le plaisir d'un thé brûlant. Un instant de bien-être — de bonheur ? — à saisir avant qu'il ne soit enfui.

Et puis ce car. Encore des touristes ? Non, c'est autre chose. Trop de chemises fraîches, trop de caméras splendides, trop de ces robes qu'on ne voit que dans les journaux de mode, trop d'hommes et de femmes qui semblent sortis d'une annonce publicitaire : beaux — ou tentant de l'être — jeunes et bronzés. Oui, ils parlent. Ils rient même très fort. Ils se tiennent par la taille et s'embrassent. Ils rudolent ou se moquent du petit serveur qui se perd dans toutes les commandes. Ils ont découvert un joueur de flûte et ils dansent tout autour, comme on doit le faire chez Castelli. Si vous aviez vu le regard des Tunisiens... D'abord un peu d'envie : ces caméras, ces corps bronzés, ces gens de Paris ! Mais surtout le mépris pour cette richesse qui s'affiche, pour ces baisers en public, pour ces femmes à moitié nues.

Le « Club » au service du Rapprochement des Peuples et de la Communion Profonde entre les Etres ? Ce n'est pas vrai. Le « Club Méditerranée » crache à la figure des pauvres. Insulte les peuples, pourrit les pays où il s'installe. Et M. Trigano vote à gauche ! Et les « Gentils Membres » lisent Le Nouvel Observateur ! Ils ne savent pas ce qu'ils font ? Quels salauds tout de même...

les mercredis de la naf

Nos lecteurs et sympathisants sont invités à participer aux « Mercredis de la N.A.F. » tous les mercredis. Ces réunions ont lieu dans nos locaux, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (métro Palais-Royal ou Bourse), 4^e étage.

A partir de 19 heures : discussion libre et amicale autour d'un buffet. La conférence, le débat ou le spectacle vidéo commencent à 20 h 30 précises.

- 17 novembre : « *Le retour du politique* », conférence de Gérard Leclerc.
- 24 novembre : « *L'urbanisme parisien et les élections municipales* », débat animé par le groupe Urbanisme.
- 1^{er} décembre : « *L'anarcho-syndicalisme* », conférence par Bertrand Renouvin.

la n.a.f. en mouvement

angers

PAYS DE LOIRE. — Une session aura lieu les 4 et 5 décembre prochains. Les abonnés, adhérents ou simples sympathisants de la N.A.F. sont invités à réserver ces dates pour pouvoir participer à cette session. Pour tous renseignements, prises de contact, etc..., écrire à M. Nicolas Luos, 2, square Dumont-l'Urville, La Rose-raie, 49000 Angers.

sud-ouest

Une session ouverte à nos adhérents, lecteurs ou sympathisants se tiendra à Bordeaux les 20 et 21 novembre prochains.

Inscriptions en écrivant à R. Ey-mard, 59, quai des Chartrons, 33300 Bordeaux. Prix de la session : 30 F à verser au C.C.P. de J.-P. Dau-villier, Paris 22731 14 G.

aix-en-provence

Une session aura lieu du samedi 20 novembre à 14 heures au dimanche 21 novembre à 18 heures, au restaurant « La Madeleine », place des Frères-Prêcheurs (face au Palais de Justice) d'Aix-en-Provence. Thèmes : 1) Le système Giscard et le proche avenir de la société française, 2) notre projet royaliste, 3) la stratégie de la N.A.F. et l'engagement politique. Chaque exposé sera suivi d'un large débat auquel tous nos lecteurs et sympathisants sont invités.

Les repas seront pris sur place au restaurant. L'hébergement pourra être assuré pour les étudiants — le préciser si nécessaire — en s'inscrivant auprès de Guy Bro-card, 33 bis, rue des Ecoles-Militaires, 13100 Aix-en-Provence.

octobre 76 :

une nouvelle étape

C'est le 26 octobre, dans les salons du Club Pernod des Champs Elysées, que l'équipe dirigeante de la N.A.F. a présenté aux journalistes le lancement public de notre journal, d'illustre jusqu'à aux seuls abonnés. A cette occasion, Bertrand Renouvin, directeur politique du journal, a déclaré :

En Mai 1976, la N.A.F. a eu cinq ans. C'était encore une publication quasi-confidentielle, malgré les efforts de ses militants et le retentissement de quelques grandes campagnes politiques : on nous connaissait, mais on ne nous trouvait pas. Faute d'une diffusion normale. Donc faute d'argent.

En avons-nous plus aujourd'hui ? Bien peu, si l'on compare le coût du lancement public de la N.A.F. aux sommes engagées en ce moment dans la presse par certains groupes capitalistes et politiques. Mais suffisamment — grâce aux seuls dons de nos lecteurs — pour tenter de gagner le pari que nous faisons aujourd'hui.

Pourtant l'argent n'est pas tout. Si nous acceptons de courir ce risque, c'est parce que nous nous appuyons sur la communauté militante qui s'est forgée pendant ces cinq années. Communauté de pensée et communauté d'action. Fédérée par une révolte, rassemblée dans un même souci, — l'avenir de notre cité — et tendue dans une même volonté royaliste et révolutionnaire.

Cette volonté peut sembler contradictoire. Elle n'est que la conséquence logique d'une réflexion poursuivie à travers de grands débats avec les représentants de toutes les familles politiques de la nation : nouvelle enquête sur la monarchie, débat sur la crise de notre civilisation, sur la révolution... Débats aussi, avec nos lecteurs et, chaque fois que cela fut possible avec l'opinion publique toute entière : par exemple lors de notre campagne pour le NON au référendum de 1972 sur l'Europe, et, surtout, pour les élections présidentielles de 1974.

Problème de l'Etat et indépendance de la nation, refus du capitalisme comme de toute société totalitaire, combats pour la justice (du « Joint Français » aux Harkis) et pour la liberté (régionale et locale autant que personnelle) : malgré son petit nombre de pages et ses maigres moyens, la N.A.F. a peu à peu créé son identité. Non sans susciter de vives réactions : les procès d'intention et les procès tout court (celui avec « Nouvelle Ecole » en particulier), les agressions contre ses militants et les trois attentats dirigés contre ses locaux, en témoignent.

C'est donc un journal aguerri qui se présente au grand public. Il demeure ferme dans ses idées, libre dans ses propos, royaliste et révolutionnaire dans son projet. Ce qui implique le rejet de tout lien avec les forces d'argent, le maintien en dehors des camps de droite ou de gauche, le refus de toute politique de guerre civile.

Ce n'est sans doute pas la voie de la facilité !

Mais l'avons-nous jamais cherchée ?

Bertrand RENOUVIN.

région parisienne

Le responsable de la propagande pour la Région parisienne tient une permanence tous les soirs dans les locaux du journal de 18 heures à 20 heures. Avec lui, vous pourrez étudier la meilleure façon de participer à la propagande de la N.A.F. cette année.

cassette

« QUELLE DEFENSE NATIONALE POUR LA FRANCE ? » c'est le thème de la nouvelle cassette qui est disponible. Dans cet enregistrement d'une demi-heure, Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc répondent aux questions que chacun se pose aujourd'hui : « L'armée de papa est-elle condamnée ? », « La dissuasion nucléaire est-elle efficace ? », « Quelles sont les conditions de la défense nationale aujourd'hui ? ». Une cassette à commander à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, prix franco : 20 F (C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris).

télé

Dans le cadre des émissions « Tribune libre », la N.A.F. présentera son point de vue sur la 3^e chaîne (FR 3) le mercredi 24 novembre à 19 h 40. Soyez nombreux devant vos postes et invitez-y vos amis : ce sera une excellente occasion de leur faire connaître le véritable visage des royalistes en 1976.

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F), 6 mois (45 F), un an (80 F), de soutien (150 F (*))

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Z Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS

naf 235 - page 11

éditorial



par
bertrand
renouvin

un autre communisme?

« Nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait, en Union soviétique ou en Tchécoslovaquie, des citoyens poursuivis, emprisonnés, internés, pour avoir exprimé leurs opinions. Nous n'accepterons jamais que, dans quelque pays que ce soit, on recourra, au nom du socialisme, à des méthodes qui violent les droits de la personne humaine ».

De qui cette déclaration ? D'un représentant du Parti socialiste ? D'un militant gauchiste ? Non. Cette citation est extraite du discours de M. Pierre Juquin, membre du Comité central du Parti communiste, qui participait à une réunion organisée par le « comité des mathématiciens » pour la libération des détenus politiques d'Amérique latine et d'Union soviétique.

Action de franc-tireur, à la limite de ce que permet l'orthodoxie actuelle du P.C.F. ? Non. Ce discours est un événement, auquel le Parti communiste va donner un retentissement considérable, le texte de M. Juquin devant être tiré à six millions d'exemplaires. L'agence soviétique Tass ne s'y est d'ailleurs pas trompée, qui a diffusé une déclaration très dure condamnant la « sale entreprise », la « tentative provocatrice », le « coup » porté à la « la détente internationale — dont le parti français venait de se rendre complice.

DOUBLE JEU ?

Dira-t-on, une nouvelle fois, qu'il s'agit d'un double jeu ? Peut-on prétendre que le Parti communiste est encore un « agent de Moscou » ? Les lignes de l'évolution du P.C.F. sont trop nettes et trop convergentes pour qu'on puisse continuer de ressasser les vieux slogans. Car les paroles de M. Juquin ne constituent pas un fait isolé : voilà huit ans, depuis l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, que le Parti communiste exprime des réserves de plus en plus nettes à l'égard du chef de file du « camp socialiste ».

Ce fut d'abord, en août 1968, une simple « désapprobation » qui provoqua la démission du Bureau politique de Jeannette Veermersch, la compagne de Maurice Thorez. Puis l'intervention des communistes français lors du procès des juifs de Lénigrad, en 1971. Puis une longue série de critiques envers la diplomatie soviétique, les conditions de détention en U.R.S.S. et la conception moscovite de l'internationalisme prolétarien.

Comme l'évolution du P.C.F. a été précédée par des prises de position analogues des partis d'Espagne et d'Italie, il faut bien conclure à la mort de la vieille internationale communiste, dont l'esprit et les méthodes avaient longtemps survécu à sa disparition officielle. Simple mouvement d'autonomisme ? L'évolution des thèses idéologiques du P.C.F. — depuis la reconnaissance du pluralisme politique jusqu'à l'abandon de la dictature du prolétariat — montre qu'il s'agit bien d'un mouvement en profondeur, qui est en train de modifier la nature du Parti communiste.

L.U.R.S.S. EN QUESTION

Critique explicite de l'U.R.S.S., abandon de la dictature du prolétariat : au-delà des discours et du jeu des concepts, c'est le modèle soviétique qui est en question, et le marxisme qui se trouve radicalement contesté. Comment le Parti communiste ne ressentirait-il pas ces échecs et ces rejets, faisant la part du feu pour sauver son identité propre ?

Personne ne sait ce que pense, au fond, M. Georges Marchais. Mais les témoignages convergent — celui de Pierre Daix en particulier — qui montrent que la direction du Parti communiste ne se fait plus d'illusion sur la réalité soviétique — même si certains ont longtemps gardé un attachement sentimental au pays de Lénine. Mais cette vieille fidélité se dégrade, tant le caractère impérialiste et totalitaire de l'Union soviétique devient évident :

Vingt ans après la répression du soulèvement hongrois, huit ans après Prague, il n'est plus possible de soutenir que l'Union soviétique est la terre de la liberté, le centre d'une internationale de la fraternité. De même, les difficultés agricoles, les retards technologiques et les pesanteurs de la planification centralisée interdisent de présenter l'Union soviétique comme un modèle « progressiste ». Mais surtout, trop de témoins, depuis trente ans, sont venus nous dire la vérité. De Kravchenko à Evguenia Guinzbourg. De Valéry Tarsis à Léonid Pliouchtch. Mais surtout Soljénitsyne : au-delà de la dénonciation d'un système policier et concentrationnaire, il a entraîné toute une génération d'intellectuels et de militants à une remise en cause du marxisme dans son ensemble.

Car c'est bien le marxisme qui se trouve contesté. Non, comme d'habitude, par des anticommunistes de profession qui, faute

d'intelligence et de talent, n'ont jamais su aller au fond des choses. Mais par les héritiers mêmes de Marx et de Lénine, ou par des scientifiques irrécusables qui découvrent aujourd'hui, dans Marx, l'origine du Goulag, la racine du totalitarisme... ou une pensée toute différente de celle qu'enseignait le marxisme officiel. Maurice Clavel avait entrepris cette critique radicale avec son *Oui est aliéné ?*, André Glucksmann (*La Cuisinière et le mangeur d'hommes*), Françoise Lévy (Marx, bourgeois allemand) ou encore Michel Henry (Marx) ont, à leur tour, détruit le vieux dogme, jusque dans ses plus modernes « lectures ».

MUTATION

Sur les décombres du modèle soviétique, sur les ruines de la « science prolétarienne », demeure le Parti communiste. Il lui faut changer — et rapidement — s'il veut survivre, et vivre avec son temps. Peu importe que son option soit tactique ou stratégique, parfaitement honnête ou pleine d'arrière-pensées : depuis le XXII^e Congrès, le Parti communiste a atteint le point de non retour et chacune de ses prises de position l'éloigne un peu plus de ses origines léninistes et stalinienne.

Il ne s'agit pas seulement d'une évolution intellectuelle. Cette mutation est politique : la mort de Jacques Duclos a marqué la fin de la vieille garde kominternienne, progressivement remplacée par des « managers » qui entendent gérer le parti comme une entreprise, ou comme une machine à ramasser les bulletins de vote. La personnalité de Georges Marchais, technocrate forgé par le parti après la guerre, traduit bien cette transformation de la direction communiste. Mais surtout, la mutation du P.C. est sociologique et rend très difficile toute opération pro-soviétique à l'intérieur du parti : les nouveaux adhérents, recrutés sur des mots d'ordre réformistes et patriotiques, ne suivraient pas une ligne sectaire et moscoutaire.

Il y a quelques mois, après le XXII^e Congrès, j'ai dit que la métamorphose du Parti communiste était certaine, et souhaitable. Le P.C. exprime, en effet, les sentiments et défend les intérêts d'une large partie du peuple de France. Commencant de couper les ponts avec l'U.R.S.S., rattaché au dogme marxiste par des liens de plus en plus lâches, il apparaît de plus en plus comme un grand parti national (par ses récentes prises de positions sur l'Europe, la défense) et populaire (par les suffrages qu'il obtient. Il ne lui resterait plus qu'à retrouver, autrement qu'en paroles, la vieille tradition socialiste française pour être pleinement intégré à la nation. Il faudrait aussi qu'il cesse d'être une « contre-société » bureaucratique et totalitaire. Mais en a-t-il la volonté profonde et les vieilles habitudes ne seront-elles pas les plus fortes ?

Bertrand RENOUVIN.